

Les discussions peuvent également porter sur d'autres importants sujets comme la protection de l'environnement, la coopération scientifique et technique et l'abus des stupéfiants.

Le Canada cherchera à obtenir de ses partenaires qu'ils maintiennent leur engagement d'appliquer des politiques axées sur une croissance économique soutenue et non inflationniste et adaptées à la période de transition actuelle en vue du redressement des déséquilibres du commerce extérieur et des comptes courants.

Les leaders devraient réaffirmer leur engagement de résister au protectionnisme et de renforcer le système commercial multilatéral axé sur le GATT et tenter d'imprimer un nouvel élan à la Conférence d'examen à mi-parcours de l'Uruguay Round des NCM, qui se tiendra à Montréal en décembre.

L'agriculture sera un des principaux sujets de discussion. Des progrès considérables ont été accomplis sur le plan de la réforme du commerce des produits agricoles depuis que, à l'instigation du Canada et des États-Unis, les participants au Sommet tenu à Tokyo en 1986 ont exprimé pour la première fois leur préoccupation commune à cet égard. Ils ont alors reconnu la nécessité d'aborder les questions liées à la réforme des pratiques relatives aux subventions nationales et aux produits agricoles. À Toronto, les leaders examineront les progrès accomplis dans le cadre des NCM depuis leur rencontre de l'an dernier à Venise et discuteront des tâches qui restent à accomplir.

Les problèmes des pays endettés retiendront également l'attention. Les leaders se pencheront sur les situations difficiles auxquelles font face les pays débiteurs à revenu moyen, et ils examineront en particulier les modalités d'application de la démarche de gestion au cas par cas des problèmes d'endettement. Parmi les propositions avancées, notons celle d'examiner la possibilité d'élargir le «menu d'options» de façon à inciter plus efficacement les banques commerciales à fournir des fonds aux pays débiteurs qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement appropriés.

Le développement des pays les moins avancés, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, est un processus à long terme qui comporte de grandes difficultés. La dette extérieure de ces pays pose un certain nombre de problèmes spécifiques qui demandent une attention toute particulière. Le Canada oeuvrera en vue de la réalisation de nouveaux progrès dans ce domaine, en s'appuyant sur le récent renforcement de la Facilité d'ajustement structurel du FMI et sur l'accroissement des ressources que la Banque mondiale affecte à des prêts consentis à des conditions de faveur.